Déclaration du Rassemblement suite à la rafle de Calais.

22 septembre : les CRS rasent les habitations de fortune dans "la jungle" de Calais, 235 personnes, adultes et mineurs sont embarqués et répartis dans des camps de rétention en France.
24 septembre : à la demande de la mairie de Calais, les CRS évacuent des squats occupés par les réfugiés, qu'ils embarquent.
A chaque fois, ce que les gens n'ont pas pu emporter avec eux, leurs affaires personnelles, est détruit, broyé dans des bennes à ordures.

Quand la police va chercher les gens chez eux, les regroupe, les déplace pour les trier et les répartir dans des camps de rétention, **ça s'appelle une rafle**. Comment, 65 ans après Vichy, cela est-il possible en France ? Comment arrêter la machine ? A cela, nous avançons plusieurs éléments de réponse :

1°) Le sentiment d'impuissance prime : des militants d'associations, sincèrement indignés, condamnent l'opération, mais toujours sur le terrain de l'Etat ("cela ne sert à rien" disent-ils…) et non sur le fond : le principe même de la rafle, et ce que eux-mêmes ont à en dire. Beaucoup de gens partagent cette indignation, sans arriver à l'exprimer réellement. **C'est important de se dégager de la confusion ambiante, et de mettre en évidence le réel de la situation, pour pouvoir y faire face**. C'est pourquoi nous pensons qu'en premier lieu, il faut éclaircir les choses et les nommer :
Les 22 et 24 septembre à Calais, la police française a procédé à des rafles. Jusqu'à présent, il y avait eu des contrôles au faciès, suivis d'arrestations, des évacuations de lieux occupés, mais ici, tous les occupants ont été arrêtés, embarqués, triés, puis déportés vers des camps de rétention en vue de leur expulsion.

Les gens raflés sont des réfugiés à qui l'Etat ne reconnaît pas ce statut : ce sont surtout des jeunes hommes, qui viennent d'un pays en guerre (Irak, Afghanistan…), pour chercher la paix et se construire un avenir en Europe, dont les troupes (derrière les USA et l'OTAN) occupent et bombardent leur pays, au nom de la démocratie et de la liberté. **La moindre des choses est que l'Europe les accueille, leur reconnaisse le statut de réfugié et leur donne asile dans le pays de leur choix.**

2°) **L'humanitaire est l'alibi de la persécution**. la justification de la rafle était : *«la lutte contre les trafiquants d'êtres humains»*. Personne ne pouvait y croire, d'ailleurs aucun passeur n'a été arrêté, et s'il en existe ils ne sont certainement pas à 6h du matin en train de dormir dans un abri de fortune en plein bois ! Par ailleurs, la seule façon efficace de lutter contre les passeurs à Calais, c'est d'autoriser le passage en Angleterre aux réfugiés qui le souhaitent.
Il s'agit simplement de normaliser la rafle, la violence étatique pure, comme méthode de gouvernement contre des parties de plus en plus importantes de la population. Pour signifier cela de manière encore plus nette, le 23 septembre à Paris, des CRS évacuent les sans-papiers qui campaient devant la Bourse du travail (après leur expulsion musclée fin juin de cette même bourse du travail par un commando de la CGT). Là, c'est la "raison sanitaire" qui est invoquée.
La rafle à Calais et l'intervention policière "de nettoyage" à Paris, signifient à tous que certains ne comptent pas, qu'ils sont "en trop", "à éliminer". Cette politique se diffuse dans toute la société.

3°) Ce qui s'est passé le 22 septembre 2009 à Calais est une honte pour la France. La politique de l'Etat français est une politique de violence contre le peuple ici et contre les peuples du monde. **Il n'y a pas d'avenir pour les gens d'un pays dans la persécution. Il n'y a que de la honte, de l'injustice**, et au bout du compte le retour du bâton.

- NOUS APPELONS CHACUN A PRENDRE FERMEMENT POSITION CONTRE LA POLITIQUE DE RAFLES ET DE PERSECUTIONS POLICIERES,
- POUR AFFIRMER QUE CHAQUE PERSONNE COMPTE ET DOIT ETRE RECONNUE
- POUR LE DROIT D'ASILE DE TOUS LES REFUGIES DE PAYS EN GUERRE, DANS LE PAYS EUROPEEN DE LEUR CHOIX,
- POUR LA REGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS QUI VIVENT ET TRAVAILLENT EN FRANCE ET L'ABROGATION DE LA LOI CESEDA QUI ORGANSIE LEUR PERSECUTION.
- POUR L'ARRET DES GUERRES QUE L'EUROPE MENE, SANS LES NOMMER, EN IRAK ET EN AFGHANISTAN.

Le Rassemblement des ouvriers sans-papiers, gens d'ici, et leurs amis participe et vous invite à la

Réunion Publique pour une politique du côté des gens, le samedi 24 octobre à 14h,
Salle du Sénéchal, 17 rue de Rémusat (Métro Capitole). (voir l'appel sur notre site).

Tél. : 06-13-06-94-62 ; Mail : ouvriersgensdici@free.fr ; Site : http://ouvriersgensdici.free.fr Toulouse le 24/09/2009